

qu'il doit être, on a l'impression en participant à ce débat et après en avoir entendu d'autres à la Chambre depuis la nomination du ministre, que nous nous bornons à tourner en rond.

On a le sentiment désagréable que le ministre des Communications, comme on l'appelle maintenant, ne se soucie pas vraiment du service postal. C'est la seule façon d'expliquer son comportement, ses actes, sa réaction aux critiques réitérées et valables formulées de toutes parts à la Chambre à propos de la détérioration du service postal.

L'autre jour, j'ai lu avec intérêt un article du *Monetary Times* qui traitait du nouveau ministère et des projets du ministre. On met surtout l'accent en ce moment sur les communications. Je soupçonne M. Richard Gwyn, l'adjoint exécutif du ministre, d'être l'auteur de l'article. On y disait entre autres choses, que le ministre «voyait son rôle comme celui d'une sage-femme—aider à faire voir le jour à de nouveaux projets et à de nouvelles idées, mais en confier la réalisation à d'autres». Il en est peut-être ainsi. Le ministre aide peut-être à l'avènement de l'ère des satellites du nouveau ministère des Communications, mais on a l'impression déplaisante qu'il est coupable de l'avortement clandestin du service postal canadien.

Il est temps que le ministre et ses collègues du gouvernement commencent à faire attention à ce qui se dit dans cette enceinte et au-dehors, d'un bout à l'autre du pays, en ce qui concerne la détérioration très grave du service postal. Et, monsieur l'Orateur, je crois savoir qu'ailleurs également, on nous critique. Je suis sûr que les députés de l'arrière-plan du parti libéral sont également inquiets du déclin sérieux que marque le service postal, et je suis sûr qu'ils ont dû en faire part au ministre au cours du caucus.

Il me semble que la tâche, qui pour le ministre est peut-être très terre-à-terre, de distribuer le courrier a été reléguée parmi les problèmes de deuxième classe, dans sa liste de priorités. Des Canadiens, dans de nombreuses régions du pays, et en particulier dans ma propre ville, attendent 72 heures avant d'avoir leur courrier. Comme le député de Hillsborough l'a dit si éloquemment nous avons une distribution de 5 jours et un affranchissement de six cents. Que la situation se soit détériorée à un point que l'inquiétude et l'alarme se manifestent sur le plan national, est, à mon sens, indiscutable.

• (8.20 p.m.)

Nous nous trouvons aujourd'hui devant cette anomalie: le coût des services postaux augmente, tandis que les services eux-mêmes se détériorent. Il ne faut donc pas s'étonner si certains réclament sérieusement la démission du ministre. J'aimerais vous citer un bref extrait d'un numéro récent du *Financial Post*, celui du 3 mai:

Le contribuable préférerait que les services postaux actuels lui en donnent pour son argent plutôt que de payer pour ces incursions sournaises dans de nouveaux domaines d'activité quelque peu fantaisistes.

Je continue à citer des extraits de cet article. Je cite maintenant un passage attribué au ministre des Postes:

Une chose est claire: nous devons remettre de l'ordre chez nous d'ici 1975. C'est à ce moment-là que nous pouvons espérer voir se réaliser les nombreux progrès techniques qui en sont maintenant au stade de l'épuration.

Je dis que le pays ne peut attendre jusqu'en 1975, pour que le ministre mette de l'ordre dans son ministère. Le pays veut que l'ordre soit rétabli dans les services postaux dès maintenant. Nous ne pouvons nous payer le luxe d'attendre. Le courrier a suffisamment de retard comme cela, ainsi que mon collègue l'a fait remarquer. L'an dernier, avant que le ministre actuel s'intéresse tellement aux satellites et à l'holographie, je me serais fortement opposé à l'idée de faire du ministère des Postes une société de la Couronne. Aujourd'hui, cependant, je suis convaincu, surtout depuis l'adoption du bill C-173, le bill sur la réorganisation du gouvernement, que c'est à peu près la seule manière de rétablir dans le pays un service postal efficace. Je dis bien rétablir, car je pense que nous avons, en fait, un très bon service postal au Canada avant que le ministre et le gouvernement ne s'en mêlent.

Ce qui me paraît alarmant aujourd'hui, en tant que membre du Parlement, et qui doit le paraître également à beaucoup de mes collègues, c'est que les employés des Postes, ces 48,000 Canadiens dont le ministre est responsable ici à la Chambre, sont démoralisés. Ils sont démoralisés au point de redouter l'avenir. Paradoxalement, le nouveau ministre des Communications ne semble pas capable de communiquer effectivement avec les postiers qui doivent assurer le bon fonctionnement des services postaux dans le pays. Nous en avons eu la preuve, en février dernier, lors du différend avec les facteurs. Nous avons eu la surprise de voir le ministre des Postes obligé de communiquer avec ses employés par le truchement de communiqués à la presse.